

## Burundi : Sept ans de sanctions européennes pour rien ?

La Libre Afrique, 26 octobre 2022 Trois noms, dont celui du Premier ministre, ont été retirés de la liste des personnes sanctionnées par l'UE. Gervais Ndirakobuca n'est plus sur la liste des personnalités burundaises sanctionnées par l'Union européenne.

L'Union européenne a officiellement annoncé ce mardi 25 octobre, mais depuis des semaines, diverses sources burundaises annonçaient cette levée des sanctions contre celui qui est devenu le nouveau Premier ministre burundais le 7 septembre dernier, abandonnant son poste de ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et du Développement communautaire, pour celui de chef de gouvernement, en remplacement de Alain-Guillaume Bunyoni, en poste depuis 2020 et suspecté de chercher à renverser le président Variste Ndayishimiye. Deux autres personnalités burundaises sont retirées de cette liste : Godefroid Bizimana, ancien directeur général adjoint de la police, et Léonard Ngendakumana, ancien général et ancien chargé de mission à la présidence. Au Burundi, si le pouvoir se montre enthousiaste, en dehors de ce cercle, la décision surprend et l'Union européenne est critiquée pour avoir levé ses sanctions, en place depuis le 1er novembre 2015, à la suite notamment de la répression après une tentative de coup d'État dans un contexte où l'ancien président Pierre Nkurunziza cherchait à se présenter pour un 3e mandat non constitutionnel, sans obtenir la moindre concession ou contrepartie. On ne demandait pas la libération des organisateurs du coup d'État, mais au minimum la levée des mandats d'arrêt à l'encontre des journalistes et médias indépendants poursuivis pour avoir fait leur boulot en couvrant les manifestations contre ce 3e mandat qui vient d'être déclaré anticonstitutionnel et contraire aux accords d'Arusha par la cour d'appel de la Communauté européenne. L'Union européenne, elle, justifie notamment sa position par l'intensification, au cours des deux dernières années, des relations avec le Burundi dans les domaines des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et de l'état de droit, et rappelle les engagements pris par le gouvernement burundais dans ces domaines, comme le prévoit le dialogue politique UE-Burundi. Mais elle explique aussi qu'elle demeure gravement préoccupée par le fait que des défis majeurs restent sans réponse et sans solution. Responsable des blocages. C'est la société burundaise, on rappelle que c'est Gervais Ndirakobuca, alors ministre de l'Intérieur qui a interdit la circulation des motos-taxis, 7 000 vélos-taxis et 6 000 tuk-tuks à Bujumbura au nom de la sécurité routière. C'est une décision prise sans concertation et qui perturbe la vie de plus de 200 000 Burundais obligés de faire leurs déplacements à pied, tout en privant les 19 000 chauffeurs de ces engins et leurs familles de tout revenu. C'est aussi ce Premier ministre qui maintient arbitrairement en détention le directeur général de l'hôpital Kira et qui a fait arrêter et incarcérer son avoué. Dans un pays où des généraux issus du maquis détiennent le pouvoir, cette décision européenne est vue comme une prime à la mauvaise gouvernance et suscite un sentiment d'abandon dans la population qui avait déjà vu la levée des sanctions américaines contre le pays. On a le sentiment que la force brutale l'emporte. Quel il n'a recours à la force qu'il paie, conclut un de nos interlocuteurs. Hubert Leclercq